

La France défaite et occupée

Introduction :

Le 22 juin 1940, la France vaincue signe l'armistice avec l'Allemagne. Le 10 juillet, le Parlement accorde les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain. Ce dernier instaure une dictature appelée l'État français, qui succède à la III^e République, rendue responsable de la défaite. Une partie des Français s'élève néanmoins contre l'occupant, et se tourne vers la résistance. La politique de collaboration avec le III^e Reich se révèle être un échec. En 1944, la France se retrouve pourtant dans le camp des vainqueurs.

Comment la France vaincue, occupée et alliée à l'Allemagne s'est-elle retrouvée dans le camp des vainqueurs à la Libération ?

Nous verrons donc dans ce cours la défaite et l'instauration du régime de Vichy, la soumission de la France à l'Allemagne, et enfin la mise en place de la Résistance.

1

« L'étrange défaite » et la naissance du régime de Vichy : renoncer ou non à la poursuite de la guerre

a.

La défaite, le choix de l'armistice et l'effondrement de la III^e République

1 La défaite et le choix de l'armistice

Le **10 mai 1940**, les Allemands attaquent les Pays-Bas et la Belgique. Ils envahissent la France au nord de la ligne Maginot le 13 mai. Le 14 juin, les Allemands entrent dans Paris et défilent sur les Champs-Élysées.



Définition

Ligne Maginot :

Fortifications portant le nom du ministre de la guerre, André Maginot. Elles étaient destinées à protéger la frontière française.

Le gouvernement de Paul Reynaud, **réfugié à Bordeaux depuis le 10 juin**, est divisé :

- Reynaud et **de Gaulle** (alors sous-secrétaire d'État à la Guerre) proposent que le gouvernement parte en Afrique du Nord pour continuer le combat avec l'appui des Britanniques ;
- Le Maréchal **Pétain**, héros de Verdun, et vice-président du conseil depuis le 18 mai 1940, veut signer l'armistice. Le 16 juin 1940, Pétain devient président du Conseil après la démission de Paul Reynaud hostile à l'armistice. Le 17 juin, Pétain appelle à l'armistice.



L'armistice est signé le 22 juin 1940 à Rethondes.



Le territoire français est alors divisé en deux. La **zone sud** (au sud de la ligne de démarcation), ou **zone libre**, est directement administrée par Pétain, à Vichy. Elle est occupée par les Allemands à partir du 11 novembre 1942, suite à l'**opération Torch** (débarquement allié en Afrique du Nord).

La zone nord (zone occupée) est occupée par les Allemands, le Nord-Pas-de-Calais est rattaché à l'administration militaire allemande de Bruxelles, et l'Alsace-Moselle est annexée au Reich, comme entre 1871 et 1918. De plus,

une infime partie du territoire, au niveau de la frontière franco-italienne, est occupée par les Italiens.

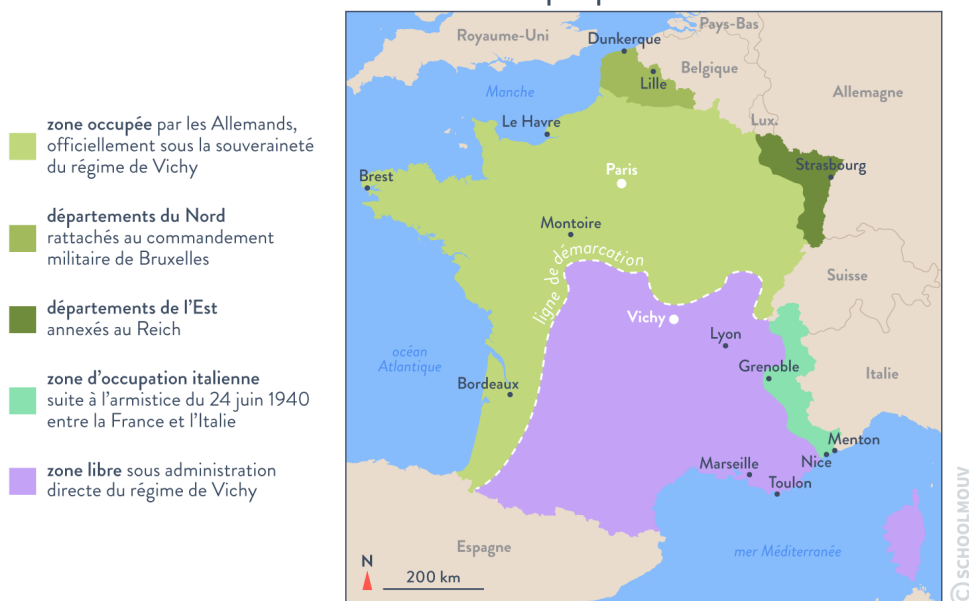


La défaite et l'armistice provoquent un choc moral en France et à l'étranger.



Plusieurs millions de Français fuient vers le sud.

La France découpée par la convention d'armistice



Le **10 juillet 1940**, Pierre Laval (vice-président du Conseil depuis le 22 juin) fait voter par le Parlement (Chambre des députés + Sénat) un texte remettant les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain afin de promulguer une nouvelle constitution (cette dernière n'a jamais vu le jour).

→ La III^e République a pris fin.

Sur les 670 parlementaires présents : 20 se sont abstenus de voter et 80 ont voté contre. Parmi les absents, un certain nombre d'entre eux a quitté la France pour continuer le combat : quelques-uns sont à Londres, comme Pierre Cot (député radical proche du PCF, il fournit des armes aux républicains espagnols avec l'appui tacite de Blum sous le Front populaire) et 27 sont déjà partis pour l'Afrique du Nord, comme Pierre Mendès-France. De plus, **le Parti communiste a été interdit en septembre 1939**, au lendemain du pacte germano-soviétique. Ses députés ne siègent donc plus.

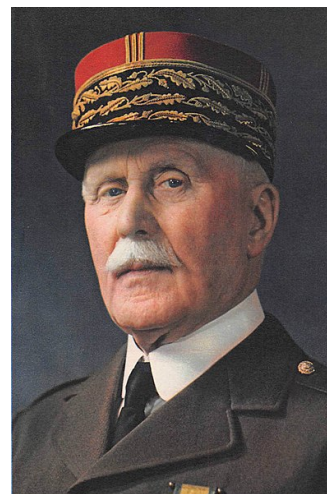
2. Le régime de Vichy et la collaboration avec l'Allemagne

1 Le régime de Vichy et la révolution nationale

 À retenir

La République est remplacée par l'État français. C'est le début du **régime de Vichy**.

Pétain, chef de l'État français, a tous les pouvoirs (exécutif, législatif, voire judiciaire) dans ce régime autoritaire. Le programme de l'État français est la **révolution nationale**. Celle-ci correspond au programme de l'extrême-droite française, qui a toujours rejeté la démocratie et les droits de l'homme.



Ainsi :

- le Sénat et la Chambre des députés sont ajournés ;
- les syndicats sont supprimés et remplacés par des corporations aux ordres de l'État qui édictent une **Charte du travail** (octobre 1941). Le droit de grève est supprimé ;
- les libertés sont supprimées. La presse est censurée ;
- le régime s'attaque aux **étrangers**, aux **Juifs**, aux **francs-maçons**, et bientôt aux **résistants**.

Dès octobre 1940, l'acte du **statut des Juifs** ferme à ces derniers de nombreuses professions (par exemple, ils ne peuvent pas travailler dans la fonction publique) et ils sont obligés de porter l'étoile jaune pour être distingués de tous.

Le régime exalte les **valeurs traditionnelles** en remplaçant notamment la devise de la République « Liberté, Égalité, Fraternité » par une nouvelle devise « Travail, Famille, Patrie ». Une propagande est mise en place : selon Pétain, la France doit changer de valeurs morales car ce sont les valeurs de la République qui l'auraient menée à la défaite. Il s'agit donc, pour les pétainistes, de retrouver et refonder la culture traditionnelle française afin de réaliser la révolution nationale. Il développe alors des idées centrées sur le patriotisme, la religion catholique, la famille et le monde agricole, ainsi qu'un véritable **culte de la personnalité**. Il diffuse l'image d'un vieil homme serein, père de la patrie, unique et dernier rempart contre les nazis.

2 L'entrevue de Montoire : le choix de la collaboration avec l'Allemagne



Le 24 octobre 1940, Pétain rencontre Hitler à Montoire et engage la France dans la collaboration car il souhaite obtenir des contreparties. En effet, six jours plus tard, dans un discours radiodiffusé, il explique vouloir collaborer pour « *allég[er] le poids des souffrances de notre pays, améliorer le sort de nos prisonniers, atténuer la charge des frais d'occupation* ».



Hitler cautionne le maréchal Pétain et le régime de Vichy parce qu'il pense que l'opinion française peut tolérer plus facilement un gouvernement nationaliste qu'un chef directement imposé par l'Allemagne. Une partie des Français est maréchaliste. Les **pétainistes** sont nettement moins nombreux et les **collaborationnistes**, très rares.



Maréchaliste, pétainiste, collaborationniste :

Les maréchalistes font confiance au Maréchal Pétain, qui avait amélioré les conditions de vie des soldats pendant la Première Guerre mondiale. Les pétainistes sont des partisans de la Révolution nationale. Les collaborationnistes, quant à eux, sont favorables à l'instauration en France d'un régime nazi.

3 Les partisans du régime de Vichy

La Révolution nationale attire trois types d'idéologues :

- les **réactionnaires**, royalistes ou simples partisans d'un retour aux principes d'avant 1789.
 - Exemple : Charles Maurras et son journal *L'Action française*.
- les **fascistes** et **nazis français**, qui rêvent d'instaurer en France un régime imité de l'Allemagne nazie ou de l'Italie fasciste.

- Exemple : Jacques Doriot, chef du Parti populaire français., Marcel Déat, chef du Rassemblement national populaire.
- Les **technocrates**, qui jugent le parlementarisme dépassé et souhaitent instaurer un régime de techniciens.
 - Exemple : l'industriel et polytechnicien Auguste Detœuf.

Pour les partisans du régime de Vichy, l'ennemi prioritaire n'est pas l'Allemagne nazie mais l'URSS et le communisme.



Les partisans du régime de Vichy souhaitent faire de la France le meilleur allié de Berlin dans la nouvelle Europe allemande.

Ce projet était voué à l'échec.

2 | Une France soumise à l'Allemagne

Ainsi, en 1940, la France est totalement soumise à l'Allemagne.



a. La collaboration d'État

1 Collaboration militaire

Dès 1941, les accords Darlan-Abetz (du nom de Darlan vice-président du conseil du régime de Vichy, et Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne en France), offrent à l'Allemagne des facilités d'accès à l'empire colonial français (ouverture de ports et cession de matériel militaire) pour continuer la guerre contre les Anglo-Saxons et la Résistance française. L'empire colonial français reste pourtant sous administration du régime de Vichy. Les Allemands et les Italiens ne l'occupent pas (hormis la Tunisie à partir de 1942).

2 Collaboration policière

Le régime de Vichy apporte son soutien aux arrestations de Juifs et de résistants. En 1941, Joseph Darnand crée le Service d'ordre légionnaire

(SOL), une organisation paramilitaire de type fasciste. En janvier 1943, Darnand transforme le SOL en **Milice**, qui aide la Gestapo dans la traque aux résistants.

À Paris, la **Gestapo française** est créée en 1941, sous la direction d'Henri Lafont (un truand, repris de justice).



Pour aller plus loin :

- Le film *93 rue Lauriston* avec Michel Blanc, qui traite de la Gestapo française.
- La bande dessinée *Il était une fois en France*, réalisée par Sylvain Vallée (dessin) et Fabien Nury (scénario). Elle retrace la vie de Joseph Joanovici, ferrailleur milliardaire proche de la Gestapo et qui envoya de l'argent à la Résistance. Elle est parue aux éditions Glénat.

3 Collaboration économique

En 1940, la France doit payer 400 millions de francs par jour à l'Allemagne pour couvrir les frais d'occupation. L'Allemagne pille les produits agricoles, les produits industriels, le charbon... Entre 1940 et 1944, l'Allemagne a prélevé entre le tiers et la moitié du PIB français.

L'Allemagne cherche à récupérer de la main-d'œuvre dans les pays collaborateurs :

- [Pierre Laval](#), numéro deux du gouvernement, organise la Relève, un échange entre prisonniers et travailleurs français : pour trois travailleurs français partant volontairement en Allemagne, l'Allemagne doit libérer un prisonnier français.
- face au faible nombre de volontaires, il organise le 16 février 1943 le **STO** (service du travail obligatoire), qui contraint les jeunes Français à partir travailler en Allemagne, et ainsi participer à l'effort de guerre allemand.

4 Collaboration antisémite

- En zone Nord :



En zone nord, les Allemands contraignent les Juifs à porter l'étoile jaune.

À partir de 1941, ils organisent des **rafles massives** de Juifs et les internent dans des camps comme celui de Drancy. À partir de mars 1942, ils sont déportés vers **Auschwitz** via le camp de Drancy et la gare de Bobigny.



La **rafle du Vélodrome d'Hiver** (aussi appelée rafle du Vél' d'Hiv) est la plus grande rafle de Juifs. Réalisée les 16 et 17 juillet 1942, elle concerne plus de 13 000 Juifs, dont un tiers d'enfants. Ils sont arrêtés par 9 000 gendarmes et policiers français.

- En zone Sud :

L'antisémitisme du gouvernement de Vichy n'est pas qu'une soumission à l'occupant allemand : le régime de Vichy se caractérise par son propre antisémitisme institutionnel. Le 3 octobre 1940, Pétain fait édicter le statut des Juifs. Ces derniers, pourtant citoyens français, sont désormais des parias. Ils perdent tout droit civique, et doivent faire face à une politique antisémite importante.

En 1941, le régime de Vichy crée un **commissariat aux questions juives** qui organise la spoliation des biens juifs et mène une propagande antisémite. Le film « le Juif Süß » est projeté en zone nord comme en zone sud. Le régime de Vichy et le chef de sa police **René Bousquet** mettent un zèle particulier à aider les Allemands à arrêter les Juifs. Pierre Laval, chef du gouvernement de Vichy d'avril 1942 à août 1944 (Pétain est le chef de l'État) obtient des Allemands la déportation des enfants Juifs de moins de 16 ans, sous prétexte de ne pas séparer les familles.

Au total, c'est plus de 76 000 Juifs qui ont été déportés depuis la France vers les camps de concentration et d'extermination.



L'échec de la politique de collaboration

Hitler a fait en sorte de vassaliser la France dès le traité d'armistice : les grandes zones industrielles du nord et du bassin parisien sont sous contrôle

allemand, de même que la façade atlantique qui aurait pu permettre aux Français d'aider la Grande-Bretagne, et inversement.



L'occupation de la zone sud par les Allemands en novembre 1942 démontre que la souveraineté vichyste n'est qu'un mythe.

Pétain et Laval, de plus en plus impopulaires, veulent encore croire en une victoire allemande qui apparaît illusoire depuis que l'Armée rouge a vaincu la Wehrmacht à Stalingrad (février 1943).

- À l'intérieur :
Sur le territoire, la Milice de Darnand doit se consacrer à la traque des résistants.
- À l'extérieur :
La **Légion des volontaires français** contre le bolchévisme est créée en 1941, peu après l'invasion de l'URSS par l'Allemagne. C'est un échec : très peu de Français s'y enrôlent. En septembre 1944, ses maigres effectifs intègrent la Division SS Charlemagne pour combattre l'Armée Rouge.



Division SS Charlemagne :

La Division SS Charlemagne, créée en octobre 1943, est composée majoritairement de Français qui combattent sous uniforme allemand. Elle s'est battue à Berlin pour protéger le Bunker d'Hitler.

3 | La Résistance

a. L'appel du 18 Juin et la France libre

De Gaulle, qui n'accepte pas l'armistice, se rend à Londres.



Le lendemain de l'appel à l'armistice de Pétain, il lance le **18 juin 1940** un appel radiodiffusé à poursuivre le combat.

« Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français, qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi. Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. Demain comme aujourd'hui, je parlerai à la radio de Londres. »



De Gaulle est reconnu par **Churchill** (Premier ministre britannique) comme « chef des Français libres ». Une partie des colonies françaises se rallie à de Gaulle (le Tchad, gouverné par Félix Eboué). À partir de 1943, l'essentiel de l'empire français a basculé dans la Résistance.

Durant l'été 1940, de Gaulle fonde les Forces françaises libres (FFL). Elles constituent l'armée de la France libre. Ses forces vont grossir durant toute la durée du conflit, pour atteindre 70 000 soldats lors de la libération du pays. Elle comprend une grande part de combattants coloniaux qui n'ont pas la citoyenneté française.

b. La Résistance intérieure

La Résistance intérieure est au départ peu répandue et individuelle, mais elle commence dès 1940. Elle regroupe toutes les catégories sociales, politiques et religieuses. Les résistants sont des hommes et des femmes de tout âge.

Les actes de résistance pouvaient aller de l'écoute de la BBC à des

sabotages ou des attentats, mais aussi à de la lutte armée dans les maquis, du renseignement, la participation à des réseaux d'évasion, le refus du STO (à partir de 1943), etc.

Les premiers réseaux, peu nombreux et peu organisés, sont fondés par des hommes et des femmes qui refusent l'occupation allemande par patriotisme et rejet du nazisme, et le régime de Vichy par attachement aux valeurs républicaines et aux idéaux de la Révolution française.

Les mouvements structurés se développent d'abord en zone libre. On peut citer parmi eux **Combat**, d'**Henri Frenay** (officier du renseignement qui entre en résistance dès 1940. Combat est créé en 1941).

En juin 1941, suite à l'invasion de l'URSS par l'Allemagne nazie, le PCF (Parti communiste français) entre en Résistance. Il anime une petite armée, appelée les **Franco-tireurs et partisans (FTP)**. La Milice collabore avec la Gestapo pour arrêter les résistants, et la propagande nazie stigmatise l'origine étrangère de certains d'entre eux, comme les membres du **groupe Manouchian** (23 communistes, certains étrangers et Juifs, faisant partie des FTP). Arrêtés, ils sont condamnés à mort et exécutés au Mont Valérien. Les résistants courraient donc de nombreux risques, allant de la déportation à l'exécution.



L'unification de la Résistance (1943)

De Gaulle est conscient que l'ennemi allemand et ses collaborateurs doivent être combattus de l'intérieur. En **mai 1943** **Jean Moulin**, envoyé par de Gaulle, crée le **Conseil national de la Résistance (CNR)** qui unifie les organisations de la Résistance. En juin 1943, Jean Moulin est arrêté par les Allemands. Il est torturé et décède de ses blessures.



À retenir

Le CNR reconnaît de Gaulle comme chef de la Résistance.

En juin 1943 est créé à Alger le **Comité français de libération nationale (CFLN)** qui en juin 1944 devient le **Gouvernement provisoire de la République française (GPRF)**. En février 1944, les organisations militaires de la Résistance fusionnent au sein des **Forces françaises de l'intérieur (FFI)**.

→ Les FFI participent à la libération de la France aux côtés des Forces françaises libres et des alliés.



L'unité de la Résistance permet à de Gaulle de faire admettre la France au rang des vainqueurs de la Deuxième guerre mondiale.

Grâce à de Gaulle, la France échappe à l'**AMGOT** (Allied Military Government of Occupied Territories) ou **gouvernement militaire allié des territoires occupés**, composé d'officiers britanniques et américains. Roosevelt souhaitait imposer l'AMGOT à la France, au même titre qu'à l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Luxembourg ou la Belgique. Le 25 août 1944, Paris est libérée et le **Gouvernement provisoire de la République française** s'installe à Paris sous la direction de De Gaulle qui refuse de proclamer la République, parce qu'elle n'a jamais cessé d'être. Il estime que le régime de Vichy est nul et non avenu. Le gouvernement provisoire se compose de trois grands partis politiques : le **Parti communiste** (à l'apogée de sa puissance), la **SFIO** (les socialistes) et le **MRP**.



MRP (Mouvement républicain populaire) :

Le MRP a été créé en 1944. Il est animé par le résistant Georges Bidault et se réclame de gauche. Il regroupe essentiellement des catholiques.

Conclusion :

Né de la défaite de 1940 le régime de Vichy inféode la France au III^e Reich. La politique de collaboration est un échec. Elle conduit l'Allemagne à piller la France et à la déshonorer en l'associant à ses projets destructeurs. La victoire alliée et le soutien populaire permettent à la Résistance d'arriver au pouvoir. De Gaulle, qui a su unir la Résistance, évite l'AMGOT à la France, qui se retrouve ainsi dans le camp des vainqueurs.

Mais une fois le Reich vaincu, la France est partagée par la guerre froide.